

LES FEMMES DANS L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE

Miriam Nobre

Femmes, genre et féminisme

Ceci est la seule fiche de ce compendium contenant en son titre le sujet de l'action. Peut-être parce que nous nous trouvons encore dans un moment où il est nécessaire de casser l'invisibilité des femmes dans l'économie en général, et même au sein de l'économie solidaire. Ce titre nous reporte à la question: qui sont les autres sujets des expériences d'économie solidaire. Ils varient, selon l'origine des groupes – si ce sont des groupes auto-organisés pour d'autres raisons qui décident de créer un revenu, des groupes qui assument des entreprises en faillite, des groupes créés par l'entremise d'un organisme gouvernemental ou d'une organisation de consultation. Il s'agit de se demander qui sont ces personnes, et de faire la lumière sur quelles sont leurs expériences dans la société, expériences marquées par des rapports de classe, de genre ou/et de race/ethnie, en essayant de comprendre comment elles se reflètent dans les alternatives qu'elles construisent.

Nous sommes habitués à les considérer du point de vue de la classe- aussi bien de par leur situation: travailleur, bas salaire, peu de qualifications, que de par leur option politique. Nous devons élargir notre regard, en considérant les rapports sociaux de genre et de race. Il existe un rapport social spécifique entre hommes et femmes qui organise aussi

bien la société que les rapports de classe et de race. Nous identifions des pratiques sociales différentes d'après le sexe et non pas d'après des conduites réglées biologiquement. Les pratiques sociales sont un ensemble cohérent (mais pas forcément conscient) de comportements et d'attitudes identifiables dans la vie quotidienne. Les pratiques sociales sont collectives, et les vécus – leur “intériorisation”- sont individuels. Il existe des marges de liberté pour les acteurs collectifs et individuels, et celles-ci sont d'autant plus grandes quand on explore les contradictions des rapports sociaux dominants (Kergoat, 1997, p.23).

Considérer les rapports sociaux de genre dans leurs contradictions, et par rapport aux acteurs collectifs qui agissent dans le but de les transformer nous reporte au féminisme en tant que pensée et en tant que mouvement social organisé qui interpelle l'économie solidaire.

De la visibilité des pratiques au questionnement du discours

La question de la femme au sein de l'économie solidaire a commencé par la conscience de leur invisibilité, de la marginalisation et de la non reconnaissance du protagonisme des femmes. Beaucoup de groupes populaires de femmes ont investi du temps et de l'énergie à une époque ou l'autre de leur vie pour obtenir un revenu, ne serait-ce que pour garantir le fonctionnement de leur propre groupe ou pour justifier, pour elles ou auprès de leur famille, les après-midi d'absence du foyer leur permettant d'être aux côtés de leurs camarades. Bien que nous manquions de données précises, un premier regard sur les groupes du Programme

Opportunité Solidaire de la Préfecture de São Paulo nous fait remarquer une grande participation de femmes. Ceci sans compter l'existence de plusieurs groupes qui débutent avec une forte présence féminine et qui, dans la mesure où elles arrivent à obtenir un revenu ou à administrer des fonds plus importants, provenant de prêts ou de donations, se masculinisent peu à peu. Sous cet aspect, il est intéressant de tracer un parallèle avec l'expérience du groupe de femmes noires Oriashé de la ville de São Paulo qui, au fur et à mesure qu'il se consolidait en tant que groupe de percussion, a commencé à blanchir. La conscience collective du groupe quant à son objectif de renforcer les femmes noires l'a amené à élargir ses stratégies, en créant un centre dans un quartier de périphérie, et en promouvant des activités diversifiées.

En ce qui concerne la visibilité des femmes, il vaut la peine de mentionner l'initiative de la REPEM (Réseaux d'Éducation Populaire parmi les Femmes d'Amérique Latine et des Caraïbes), qui a déjà lancé trois concours d'expériences de femmes considérées comme des réussites, entre 1998 et 2002. Les gagnantes participent à une rencontre faite pour échanger leurs expériences avec des femmes appartenant à des groupes d'autres pays; leur trajectoire est relatée dans un journal, ce qui leur ouvre de nouvelles possibilités de contacts, de sources de financement, d'acheteurs. (REPEM, 2002).

La visibilité des expériences de femmes leur procure des références positives, les renforce en tant que sujets, et contribue à la problématisation des initiatives partant du genre.

Un autre aspect intéressant serait une analyse de genre d'expériences mixtes et des expériences majoritairement masculines. Comprendre comment le travail y est organisé, comment se fait l'administration, comment s'articulent la vie professionnelle et la vie domestique, et s'il existe des variations lorsqu'il s'agit d'hommes ou de femmes. Un autre aspect est la prise de conscience des représentations sexuées de l'économie solidaire. L'une est que l'économie solidaire est très proche du travail communautaire, territoire des femmes par excellence, et serait donc vécue de façon négative par les hommes. (Ceci est différent lorsqu'il s'agit des entreprises en faillite administrées par les travailleurs).

L'identité de l'homme travailleur est liée au travail salarié formel. De ce fait, la participation aux groupes peut être considérée comme transitoire. Au fur et à mesure que les représentations dominantes de l'identité féminine, liée au rôle de mère, épouse, femme d'intérieur, elle les rapproche des groupes qui se réunissent près de chez elles, qui opèrent avec une logique et des valeurs qui leur sont plus familières. Ceci dit, il est vrai que ces représentations sont entrain de changer dans les nouvelles générations de femmes, qui projettent des attentes de carrière et de permanence au sein du travail salarié. Lorsqu'elles se trouvent hors du marché de travail, elles tendent à se présenter comme chômeuses. Elles sont différentes des femmes plus âgées qui, la plupart du temps, se présentent comme ménagères, même quand elles exercent plusieurs activités sur le marché informel.

Il existe, enfin, les efforts de repenser l'économie, et l'économie solidaire à partir de la théorie économique

féministe. Le chantier Femmes et Economie Solidaire, de l'Alliance pour un Monde Responsable, Pluriel et Solidaire, se propose d'assumer cette tâche, en réunissant des activistes et des chercheuses venues spécialement de France, du Québec et du Brésil. Dans le texte qui propose la création du chantier intitulé "Rôle et place des femmes dans le développement de l'économie solidaire", elles ont identifié les questions suivantes:

La reconnaissance de la contribution des femmes à la production de richesses et à la promotion du bien-être des sociétés, impliquant de sortir d'une logique monétaire, de maximisation du profit et de l'accumulation de capital.

La reconnaissance du fait que, "sans un minimum de confiance, de civilité et de réciprocité, apprises au sein des rapports familiaux et amicaux, aucun échange économique n'est vraiment possible. Les moyens économiques construisent leur richesse en extrayant ce "bien particulier" que sont les "liens sociaux", comme s'ils formaient une ressource inépuisable, qui n'a pas de prix. Cette ignorance du rôle fondamental de l'économie non monétaire dans le développement rend une bonne partie du travail des femmes dans la société invisible, et le dévalorise.

Considérer la valeur des activités non monétaires assurées par les femmes ne résout rien si elles n'ont pas en même temps accès au travail rémunéré, moyen privilégié qui leur permet un minimum d'autonomie.

La lutte pour l'égalité professionnelle et pour le droit à l'initiative est insuffisant, s'il n'existe pas, en parallèle, une meilleure division des tâches domestiques entre femmes et hommes. En plus de cela, on critique le néo-libéralisme, qui

conduit à une valorisation des gains de capital au détriment de la rémunération du travail , en approfondissant la division entre l'économique et le social. "Ces divisions capital/travail, économique/social, correspondent aussi à une division sexuée. Nous savons que les détenteurs de capital et les banquiers sont en majeure partie des hommes, et que les femmes sont super-représentées dans les professions sociales, que le discours néo-libéral disqualifie, les jugeant superflues et improductives". (Alliance pour un monde responsable et solidaire, 1999, p.2).

La visibilité du travail des femmes dans la sphère de la production, les facteurs conditionnants à la participation des femmes au marché de travail et la critique de l'économie capitaliste et son penchant néo-libéral exposés ci-dessus, constituent tous des points de vue partagés par l'économie féministe.

Tous ces thèmes sont inclus dans son agenda, qui va au-delà, et propose une rupture d'avec l'économie hégémonique, en traçant le défi d'abandonner le marché en tant qu'axe organisateur de toute activité économique et sociale, en le remplaçant par la sphère de la reproduction (Carrasco, 1999, p.48).

Actualité et importance du débat entre le féminisme et l'économie solidaire

Les sens d'un abordage de genre dans l'économie solidaire partent de la considération de la position des femmes dans la société, et vont jusqu'à la contribution de la pensée

féministe dans la construction d'un autre paradigme d'économie.

Les femmes forment le 70% de la population pauvre du monde et détiennent 1% de la propriété d'après des données de l'ONU (Marche Mondiale des Femmes, 2002, p.250). Au Brésil, d'après des données de la PNAD/IBGE de 2001, les femmes recevaient 69,6% du revenu moyen des hommes; leurs taux de chômage étaient supérieurs à ceux des hommes, à cause de la croissance de la Population Economiquement Active féminine, supérieure à l'offre d'emplois disponible pour les femmes. Elles se concentraient dans les professions qui sont dévalorisées, justement parce qu'elles font partie des professions considérées "pour les femmes": 23% des femmes de la PEA sont des domestiques. Elles occupent en minorité les postes de chefs; elles sont en majorité victimes de harcèlement sexuel. Dans les usines, elles exécutent les tâches contrôlées par des chefs directs, et sont soumises à un rythme tayloriste. Dans leurs emplois domestiques ou en tant que ménagères, elles exécutent plusieurs tâches à la fois, à un rythme fou, et souffrent d'isolement.

Les expériences alternatives de création de revenu constituent une possibilité d'accès à la propriété des moyens de production pour les femmes, ceci à travers la propriété collective, et la rémunération; et elles forment principalement une opportunité de vivre un rapport de travail différent, basé sur la camaraderie, dans une administration démocratique.

Em plus, l'économie peut se renforcer grâce à la critique féministe de l'économie capitaliste qui s'approprie des

inégalités de genre, race/ethnie, pour assurer ses bases de fonctionnement. Nous avons discuté le rôle économique de la famille et la division sexuelle du travail en tant que matrice de l'organisation du travail au sein des entreprises privées. En plus de décrire les processus par lesquels la classe ouvrière se forme avec des travailleurs blancs, quelques auteurs nous mettent en alerte quant aux connections du capital avec la masculinité blanche, en cherchant ses origines dans les phases initiales d'accumulation capitaliste (Mathaei, 2002, p. 62).

Limites, problèmes et défis

Le débat sur les femmes et le genre au sein de l'économie solidaire est encore petit face à leurs contributions dans leurs pratiques innovatrices. Il manque une systématisation de ces pratiques à partir de visions différentes. L'initiative citée ci-dessus de la REPEM est pionnière, mais elle se base sur une vision de femmes entrepreneuses qui ont besoin de formation pour fonctionner en tant qu'entreprises traditionnelles. Ainsi, elles ont peu de points de contact avec des secteurs progressistes qui proposent des transformations structurelles dans l'économie par le renforcement des économies solidaires qui opèrent simultanément et parallèlement à l'économie capitaliste hégémonique. Ce moment est beaucoup plus un défi dans un domaine ouvert de possibilités pas encore explorées.

Je propose ci-dessous trois points faisant partie d'un agenda de débats entre l'économie féministe et l'économie solidaire,

sans toutefois prétendre de faire le tour de toutes les questions.

Division sexuelle du travail et élargissement de la notion de travail

L'économie solidaire propose de rompre la division sociale du travail: la séparation entre le propriétaire des moyens de production et la personne qui vend sa force de travail, avec la propriété collective, entre travail intellectuel et travail manuel, avec la gestion démocratique et des pratiques innovatrices d'organisation du travail.

Le débat commence par la problématisation de la division internationale du travail, à travers le droit des peuples à leur propre développement économique, culturel, social et humain, ainsi qu'à travers le questionnement des termes d'échange en vigueur et du commerce équitable. Toutefois, la question de la division sexuelle du travail ne se pose pas en tant que problème.

La première division sexuelle du travail commence avec la production, tâche et territoire des hommes, et la reproduction, tâche et territoire des femmes. Toutefois, la division sexuelle du travail se reproduit dans les deux domaines. Les usines organisent le travail en créant des secteurs et des fonctions féminines associées à des capacités acquises par les femmes au cours de leur processus de socialisation en tant que genre. Des tâches minutieuses, qui exigent de la patience et un contrôle des mouvements du

corps. Des tâches chronométrées sur la ligne de production. Des tâches réservées aux femmes qui reçoivent en échange des salaires inférieurs à ceux des hommes, alors qu'elles possèdent souvent une meilleure scolarité.

Les abordages de la division sexuelle du travail présente deux aspects principaux: lien social et rapport social (Hirata, 2002:p. 279). Les théories de lien social partent d'un principe contenant la complémentarité, le travail en équipe, la spécialisation, la conciliation des rôles. Ce principe défend un modèle traditionnel de famille, en responsabilisant les femmes du bon fonctionnement de celui-ci, ou un modèle de conciliation entre la vie professionnelle et la vie familiale, qui se concentre dans la pratique sur les femmes. Ce sont elles qui finissent par "opter" pour des emplois à temps partiel, des travaux précaires qui facilitent cette administration difficile du temps, rendue plus difficile encore par la réduction des services publics de soins des enfants, des vieillards et des malades. Ou encore, un principe de travail en équipe qui considère l'existence d'une égalité de status social entre femmes et hommes, que les statistiques s'obstinent à démentir.

En contrepartie, la conceptualisation de la division sexuelle du travail en termes de rapport social prend en considération les rapports de pouvoir entre les hommes et les femmes; ceux-ci s'expriment d'après le principe hiérarchique selon lequel le travail masculin a toujours une valeur supérieure par rapport au travail féminin. Le fait de cuisiner, comme partie intégrante des tâches domestiques quotidiennes, n'apporte pas de grande reconnaissance sociale. Le Cuisinier de la Coopérative de la Saveur, restaurant de la ville de São

Paulo administré par ses travailleurs, dont la plupart sont des femmes, était la figure-clé dans la gestion, c'est lui qui déterminait ce qu'il fallait acheter, le menu, le rythme de travail. La même fonction acquiert des valeurs différentes si elle est exercée dans un espace privé ou public, si elle se destine à la consommation personnelle ou à celle du marché, si elle est réalisée par de hommes ou par des femmes. Dans les coopératives de couture, quand un homme commence à participer, on l'envoie souvent à la coupe, considérée comme un travail lourd. Pourtant, l'on sait que c'est une "bonne coupe" qui donne la qualité d'un vêtement. Il serait très intéressant d'étudier la division de tâches entre femmes et hommes dans des coopératives d'un secteur déterminé, et la comparer à l'organisation de ce même travail dans une entreprise privée.

Le fait de penser en termes de rapports sociaux nous amène à questionner le concept de travail, en y incluant le travail domestique, le travail non rémunéré, le travail informel. Cette amplification nous permet de repenser les notions de plein emploi, de qualification, et même de travail émancipé, car il n'existe pas de travail émancipé pour les femmes sans partage des tâches domestiques parmi tous ceux qui vivent dans un même espace.

Production et reproduction

Le capitalisme se construit à partir de la prémisse qu'il existe des travailleurs prêts à vendre leur force de travail. Pour que le travailleur soit libéré des tâches quotidiennes de reproduction (manger, nettoyer, conserver), pour que chaque

année de nouveaux travailleurs arivent sur le marché comme des champignons qui surgissent de la terre prêts à la consommation, il faut qu'une ou plusieurs femmes exécutent les tâches et les soins du quotidien. Ce sont les femmes, dans leurs familles, qui paient le coût de la reproduction de la force de travail au sein du capitalisme.

L'économie solidaire paie aussi et de plus en plus ce prix; les raisons en sont contradictoires. Beaucoup de femmes qui participent à des formes alternatives de source de revenu pensent que l'une des vertus de ces expériences réside dans le fait qu'elles ont plus de flexibilité pour s'occuper de la famille. Certains groupes de femmes racontent qu'elles sont capable de comprendre et d'assimiler les absences et la diminution du rythme de travail d'une camarade qui doit s'occuper de quelque problème familial, en général de parents malades.

Ces récits démontrent que ces groupes ont développé d'autres mesures de succès, qui ne sont pas basées exclusivement sur le revenu et sur la productivité du travail: ils valorisent et exercent des valeurs de solidarité et de réciprocité. Ils humanisent les rapports, intègrent les différents temps et facettes de la vie des personnes: la famille, le travail.

Les risques proviennent du fait que ces expériences se passent dans une société rendue hégémonique par une économie capitaliste et patriarcale. Est-il possible de garantir des places sur le marché et des prix compétitifs tout en appliquant des rapports de travail humanisés? Si le groupe décide que de petits résultats financiers sont compensés par

la qualité des rapports de travail, ceci implique-t-il que le groupe soit composé de femmes, dont le revenu est considéré comme secondaire ou auxiliaire (même quand ce sont elles qui entretiennent leurs familles)? à ceci s'ajouterait-il une déresponsabilisation totale des hommes des soucis domestiques, plongés dans leurs emplois, dans leurs heures supplémentaires, ainsi qu'une exonération totale des entreprises capitalistes? Cela veut-il dire que l'économie solidaire paie presque la totalité du prix de la reproduction?

Ces questions sont en rapport avec les services de proximité, étant donné que l'économie solidaire assume les services sociaux que l'Etat diminue. Nous nous trouvons face à de nouvelles ambiguïtés. Il y a des exemples innombrables de femmes qui travaillent comme agents de santé, de promotion de la santé alimentaire, mères-monitrices de crèches, avec des contrats et dans des conditions de travail précaires. On dévalorise des fonctions extrêmement importantes pour notre existence, et on les maintient à force de surcharger les femmes de travail, en augmentant leurs responsabilités proportionnellement à la diminution de celles de l'Etat.

Parmi toutes ces contradictions, nous trouvons un consensus: il est préférable que ce soient des groupes d'économie solidaire- en tant qu'espaces de socialisation plus amples- qui assument la reproduction, plutôt que de la garder uniquement au sein de la famille.

Dénaturalisation de l'économie capitaliste et patriarcale

Plutôt que de considérer l'économie solidaire comme fonctionnelle par rapport au capitalisme parce qu'elle assume des phases de la production (à travers la tertiarisation) et de la reproduction en diminuant leurs coûts, nous proposons de penser en termes de contradictions entre un système et l'autre.

Dans ce sens, l'une des contradictions de l'économie solidaire consiste, à travers les expériences, à dénaturiser la technique et l'organisation du travail capitaliste en tant que synonyme d'efficacité, en se demandant à qui se destine ladite efficacité, au capital ou à la société?

La conscience des significations et des contributions de l'économie solidaire dans laquelle s'engagent des groupes de consommateurs, en établissant des rapports entre groupes qui produisent différents biens et services, dénature les choix quotidiens quant à ce que nous mangeons, ce que nous vêtons, ce que nous achetons.

Pourquoi donc ne pas dénaturiser "l'efficacité" de la division sexuelle du travail au sein de la manutention de l'économie capitaliste, les "choix" faits par les femmes et les hommes, l'organisation du travail, de la consommation et du pouvoir à l'intérieur des familles?

Si notre proposition est de radicaliser la démocratie, d'établir de nouvelles formes de distribution de la richesse et de consolider les bases d'une économie et d'une société solidaires, il nous faut considérer les femmes en tant que sujets de ce processus et d'approfondir le dialogue avec la pensée et le mouvement féministe. L'économie solidaire est

un terrain privilégié pour l'exercice de nouvelles pratiques, et pour procurer des expériences égalitaires et d'autonomie pour les femmes.

Miriam Nobre

Agronôme, maîtrise auprès du Prolam-USP, technicienne de la SOF – Sempreviva Organisation Féministe, activiste du Réseau de l'Economie Solidaire et Féministe et de la Marche Mondiale des Femmes.

Bibliographie

Alliance pour un Monde Responsable et Solidaire- *Rôle et place des femmes dans le développement de l'économie solidaire.* Proposition d'organisation d'un groupe thématique au sein du Pôle de Socio-Economie de Solidarité. Texte miméographié, 1999.

Carrasco, Cristina- *Introduction: Vers une économie féministe, in Carrasco (ed.): Mujeres y economía.* Ed Icaria, Barcelone, 1999.

Hirata, Helena- *Nouvelle division Sexuelle du Travail?* São Paulo: Bontempo editorial, 2002.

Kergoat, Danièle- *Pour une sociologie des rapports sociaux. De l'analyse critique des catégories dominantes vers une nouvelle conceptualisation, in Hirata, Kergoat et Zylberberg-Hocquard: La division sexuelle du travail: Permanence et changement.* ATS, CEM, Piette del Conicet, Argentine, juillet 1997.

Marche Mondiale des Femmes- *En construisant un monde de respect et d'égalité entre femmes et hommes, in Réseau*

Social de Justice et Droits de l'Homme: Les Droits de l'Homme au Brésil 2002. São Paulo, 2002.

Mathaei, Julie-*Pourquoi les économistes marxistes doivent être féministes anti-racistes*, in *Faria et Nobre (org.): Economie Féministe* . São Paulo : SOF, 2002.

REPEM- *C'est ainsi que l'on fait: 8 entreprises de succès dirigées par des femmes*. Montevideo, 2002.